

La société civile russe face à la guerre: encore là

Comment la société civile russe a réagi et réagit-elle, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie? Pour comprendre les réponses à cette question il faut s'interroger sur ce qu'est devenue la « démocratie » russe de 1991.

Natalia MOROZOVA, juriste de Memorial, Centre de défense des droits humains

Au cours des trois premières semaines qui ont suivi le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, quinze-mille manifestants ont été arrêtés en Russie. A l'échelle du pays, c'est un chiffre qui semble faible. Pour comprendre cette mobilisation peu importante, il faut s'intéresser au passé récent. En effet, l'engagement de la Russie sur la voie démocratique il y a une trentaine d'années n'a pas duré. On trouve à ce revirement des explications diverses, liées à des événements dans la vie politique russe, à la déliquescence des institutions dans les années 1990, et à la fragilité des structures démocratiques. Dans tous les cas, depuis les années 2000, du point de vue des droits et des libertés, les autorités se sont appliquées à méticuleusement et systématiquement « nettoyer » l'espace public. Et la société russe s'est retrouvée progressivement comme au temps de l'Union soviétique, avec une police secrète, puissante, encourageant les dénonciations, véhiculant l'idée que tout étranger est par définition un ennemi, que seul le point de vue des autorités compte. Suite logique à cela: l'interdiction de toute

contestation, de toute manifestation de rue. La société civile russe a également souffert du tournant ultralibéral du gouvernement, qui a contribué à sa paupérisation: des personnes qui, hier, avaient un emploi, un salaire et une vision de l'avenir n'ont eu plus rien à manger. Comment peut-on se soucier, dans cette situation, des questions de démocratie et de droits humains?

La prospérité économique en échange des droits

Dans les années 2000, au moment où les valeurs démocratiques ont été attaquées – la liberté des médias, le système des partis et le parlementarisme –, on a pu observer que la situation économique a quant à elle commencé à s'améliorer. C'est l'autre raison qui a conduit la Russie au point où elle en est aujourd'hui. Le prix élevé du pétrole a permis de réaliser un boom économique, mais sans pour autant développer la production, établir des liens horizontaux, etc. Et cela a permis au pouvoir d'introduire dans l'espace public un discours: la prospérité économique? Oui, mais en échange des droits et des libertés. Une sorte de pacte non verbal a alors régi

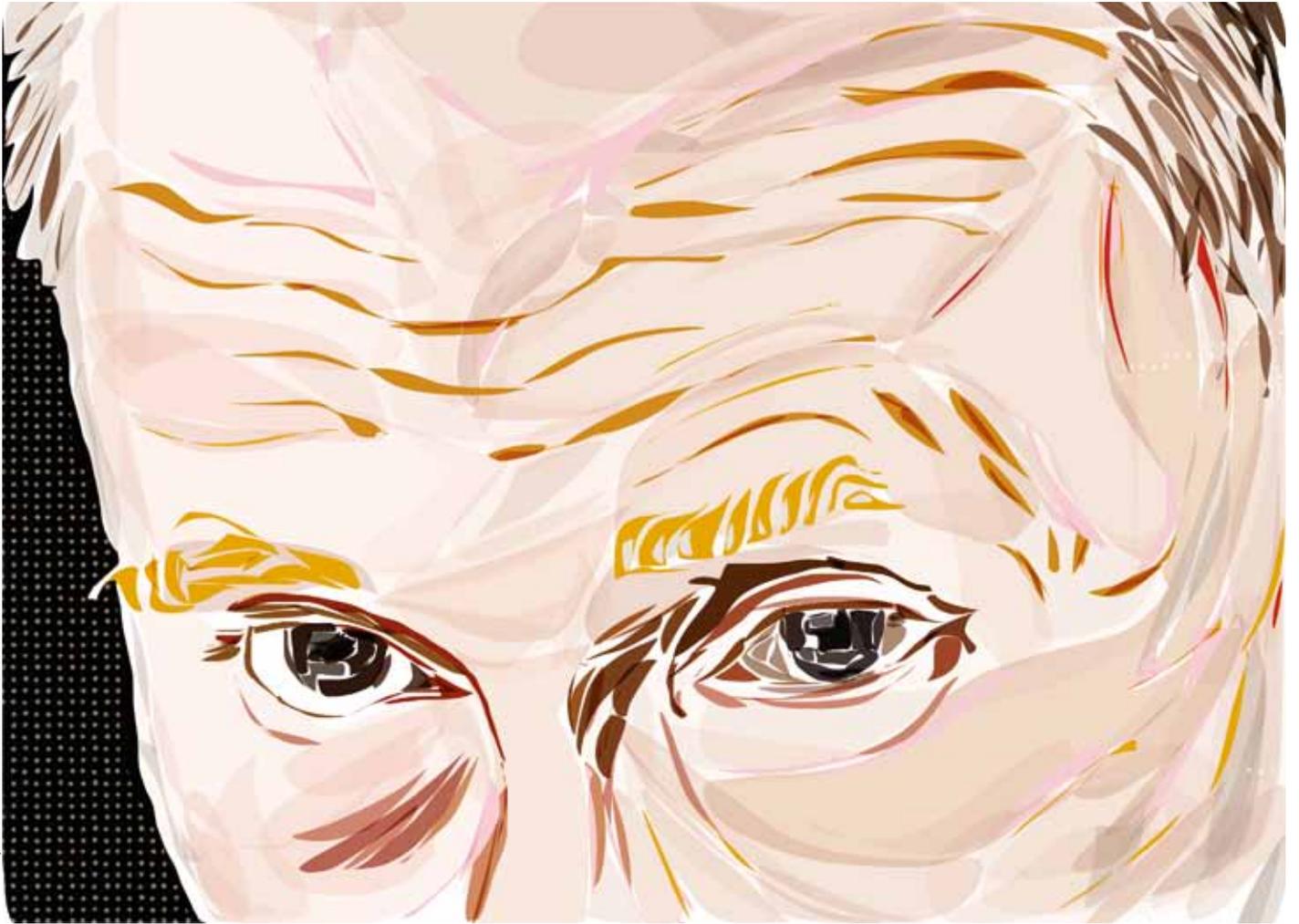
les relations entre le pouvoir et la société. Le gouvernement a offert à celle-ci une vie stable et la sécurité: une possibilité d'exercer des professions artistiques, des salaires raisonnables selon les normes européennes, des voyages et des études à l'étranger... A cette époque les Russes ne parlent donc pas politique: ce n'est pas un sujet, et, s'il est abordé, il est considéré comme gênant.

Néanmoins, à un moment donné, ce pacte a été rompu par une partie de la société. En septembre 2011, le congrès du parti Russie unie annonce que Vladimir Poutine se représentera à l'élection présidentielle et que Dmitri Medvedev sera à la tête de la liste du parti pour les élections à la Douma. Une partie de la société civile perçoit là un manque de respect. Après les fraudes aux élections de la Douma en décembre 2011, un premier rassemblement politique de masse a lieu à Moscou. Trois-cents personnes sont arrêtées à ce moment-là.

Les rassemblements se poursuivent tout au long de l'hiver et du printemps 2012. L'apothéose est le rassemblement du 6 mai 2012. Plus de cent-mille personnes se rendent dans le centre de Moscou pour protester contre les fraudes lors de l'élection présidentielle. Plus de quatre-cents manifestants sont arrêtés, des poursuites pénales sont engagées contre une trentaine d'entre eux. Ceux qui n'ont pas réussi à émigrer sont condamnés jusqu'à quatre ans de prison.

Soulignons que ces opposants n'ont pas renversé de voitures, n'y ont pas mis le feu, n'ont pas brisé les vitrines des magasins

« Du point de vue des droits et des libertés les autorités se sont appliquées, depuis les années 2000, à systématiquement "nettoyer" l'espace public. La société russe s'est ainsi retrouvée comme au temps de l'Union soviétique... Suite logique à cela: l'interdiction de toute contestation, de toute manifestation de rue. »



© HAFTEH7, LICENCE PIXABAY

et n'ont pas lancé de fumigènes... Ils se retrouvent pourtant victimes de violences policières, voire condamnés.

Parallèlement la législation est réformée, des lois sont adoptées pour aggraver la responsabilité en cas de participation à des rassemblements. Une législation sur les agents de l'étranger entre en vigueur en novembre 2012. Des pressions sont exercées sur les ONG de défense des droits humains et les médias indépendants.

L'autoritarisme à l'œuvre aujourd'hui

Plusieurs autres vagues de protestation se succèdent ensuite, les plus récentes étant celles de l'été 2019, lorsque les habitants de Moscou s'insurgent contre le fait que leurs candidats ne sont pas autorisés à être élus à la Douma de la ville, et de l'hiver 2021, lorsque les citoyens protestent contre l'arrestation d'Alexei Navalny, de retour en Russie après son empoisonnement par les agents du gouvernement russe. Ces deux

« Si on lit attentivement le programme idéologique du gouvernement actuel, soit le décret présidentiel 809, le Russe idéal de l'ère Poutine est un biorobot orthodoxe qui se reproduit fiévreusement et part en guerre docilement. Les "autres" feraient mieux de quitter le pays et de ne pas perturber le règne du tsar et de ses boyards... »

(N. Morozova)

mobilisations se soldent par des milliers de détentions dans tout le pays et des centaines d'affaires pénales, ainsi que par une autre réforme de la législation... La Covid et la crise sanitaire, en 2020, ont également servi les intérêts du gouvernement russe, car cela lui a permis d'améliorer la vidéosurveillance des citoyens et de fermer partiellement les frontières.

Par conséquent, lorsque la guerre éclate en février 2022, les gens ont tout simplement peur de sortir dans la rue. Les rues des grandes villes russes sont envahies de policiers. Ils arrêtent tous ceux qu'ils veulent, confisquent les téléphones, lisent les messages et s'en prennent à ceux qui sont contre la guerre. Mon collègue de Memorial, qui a salué un homme tenant une pancarte antiguerre, a été détenu trente jours... Dans les postes de police, les personnes arrêtées sont battues par des policiers; des chocs électriques sont utilisés, avec des menaces de poursuites pénales. A la suite des manifestations, des

étudiants sont expulsés des universités. Il a fallu et il faut beaucoup de courage pour manifester, au vu des risques encourus.

Memorial et sa branche droits humains dissoutes

Le 7 octobre 2022, le prix Nobel de la paix est attribué au détenu Ales Belyatski, de l'ONG biélorusse Viasna, à l'ONG ukrainienne le Centre pour les libertés civiles et à l'association russe des droits humains Memorial.

Le même jour, à la demande du bureau du parquet, le tribunal de Moscou révoque le droit de Memorial de posséder un bâtiment (dans le centre de Moscou), au motif que l'organisation est dissoute et que tous ses biens doivent être confisqués au profit de l'Etat. Cet espace, d'une superficie d'environ mille mètres carrés, a été acheté par l'organisation grâce aux dons de ses bienfaiteurs en 2012. Il a accueilli de nombreux concerts, débats, expositions, projections de films, etc. Mais il faut savoir que ce bâtiment a été constamment inspecté par le parquet et par la police. Et en novembre 2012, immédiatement après l'entrée en vigueur de la loi sur les agents de l'étranger, des inscriptions «Agent étranger!» et «USA» sont apparues sur ses murs. Durant trente ans, l'association Memorial a rassemblé autour d'elle des personnes qui pouvaient avoir des opinions politiques très différentes mais qui partageaient une même idée : les répressions staliniennes ne devaient pas se répéter. Et c'est peut-être la communauté de ces personnes que l'on pourrait appeler actuellement «société civile» russe. Bien évidemment, ces convictions sont en contradiction avec celles du lieutenant-colonel du KGB, qui considère l'effondrement de l'URSS comme la principale catastrophe géopolitique du XX^e siècle. C'est ainsi que Memorial a été supprimée fin décembre 2022, juste avant l'invasion massive de l'Ukraine.

Quand le pouvoir russe traque toute parole

Le lieutenant-colonel du KGB a surtout peur que la vérité éclate sur les agissements de son organisation, et, pour cette raison, son ennemi principal, c'est la liberté de parole. Il ferme donc les archives du NKVD-KGB-FSB. Il craint également le fait que les Russes découvrent qu'il n'y a pas

« Si la société civile russe traverse ses moments les plus difficiles depuis l'effondrement de l'URSS, elle reste vivante.

Elle aide le pays à ne pas se fermer, en recueillant des informations et en documentant les violations des droits humains.

Elle soutient la résistance à la guerre en aidant ceux qui luttent. »

de fascisme en Ukraine, et qu'il a ordonné le meurtre des citoyens d'un pays voisin afin de préserver son propre pouvoir.

J'écris ces lignes⁽¹⁾ quelques semaines après la condamnation de l'opposant Ilya Yashin à huit ans et demi de prison pour avoir osé mettre en doute la version officielle du ministère de la Défense sur le massacre commis à Boutcha, au nord-ouest de Kiev. Il n'a pourtant fait que répéter le contenu du rapport de l'ONU. Quelques mois plus tôt, son collègue Alexey Gorinov, également député municipal dans le district de Krasnoselsky, à Moscou, a été condamné à sept ans de prison pour s'être interrogé sur l'opportunité d'organiser un festival de dessins d'enfants, au moment où ceux d'un pays voisin étaient (et sont) tués par des bombes russes.

Les autorités russes, effrayées à l'idée que des vérités pourraient atteindre les oreilles de la population, éliminent la presse indépendante : plusieurs dizaines de publications ont été supprimées depuis le début de la guerre, et un nombre équivalent de médias ont été déclarés agents de l'étranger. Le «tableau» d'ensemble est donc le suivant : les autorités russes interdisent toute forme de rassemblement et de manifestation et ceux qui osent descendre dans la rue sont condamnés à des amendes, arrêtés, emprisonnés. Elles déclarent agent de l'étranger toute personne critiquant le gouvernement – d'un rappeur à un politologue, d'un professeur de lycée à un journaliste. Elles luttent contre tout ce qu'elles considèrent comme une influence étrangère, et encouragent en cela toutes sortes de xénophobies. Elles construisent

leur propre réalité et leur propre histoire... Si on lit attentivement le programme idéologique du gouvernement actuel, soit le décret présidentiel 809, le Russe idéal de l'ère Poutine est un biorobot orthodoxe qui se reproduit fiévreusement et part en guerre docilement. Les «autres» feraient mieux de quitter le pays et de ne pas perturber le règne du tsar et de ses boyards... Et nous constatons le résultat de cette stratégie : les gens ont peur de sortir dans la rue, et de s'exprimer publiquement contre la guerre. Ceux qui ne veulent pas se taire sont obligés de partir, d'émigrer. Une telle situation est plus que satisfaisante, pour le pouvoir en place : tous les rebelles sont partis, on peut désormais les ignorer. Et à l'intérieur du pays les autorités estiment qu'elles ont affaire à un troupeau obéissant. Mais elles font un faux calcul...

La société civile russe résiste en silence

En effet, malgré tout cela, la Russie résiste. Cent-quatre-vingts affaires criminelles pour protestations contre la guerre sont actuellement répertoriées, et à peu près dix-neuf-mille détentions pour des outrages «antiguerre» au pouvoir. On trouve un nombre impressionnant de gens qui aident les citoyens ukrainiens déplacés en Russie. Ceux-là ne sortent pas dans la rue, ils agissent en silence. Ainsi, si la société civile russe traverse ses moments les plus difficiles depuis l'effondrement de l'URSS, elle reste vivante. Elle aide le pays à ne pas se fermer, en recueillant des informations et en documentant les violations des droits humains. Elle soutient la résistance à la guerre en aidant ceux qui luttent, même si cette résistance passe par l'émigration.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui la société civile russe est divisée : les uns sont partis, les autres sont restés. La situation est difficile pour les uns comme pour les autres. Les conflits et les accusations réciproques sont inévitables. Cette situation finira bien un jour, même après soixante-dix ans d'Union soviétique 2.0. Viendra alors le temps pour la Russie de faire son devoir historique. L'objectif actuel de la société civile russe est donc de regarder un peu plus loin, de lancer une discussion sur la nécessité d'une justice transitoire, et de concevoir un modèle de loi sur les réparations vis-à-vis de l'Ukraine. Cela n'arrêtera pas la guerre, mais nous saurons quoi faire lorsqu'elle s'achèvera. ●

(1) Article écrit mi-janvier 2023.